

Nationalisme, protectionnisme, xénophobie, séparatisme, qui ont marqué au cours des siècles derniers les premières crises de l'égalité, écrivez-vous, réapparaissent aujourd'hui. Pouvez-vous nous l'expliquer?

La crise de l'égalité que nous vivons aujourd'hui est autant sociétale qu'intellectuelle. Nous manquons en effet d'une vision positive de l'égalité autour de laquelle le pays pourrait se rassembler. Cette crise a eu un précédent à la fin du XIXe siècle, résultant de l'explosion des inégalités liée à l'industrialisation et à la première mondialisation. Une nouvelle droite nationaliste avait alors surgi, proposant de résoudre cette crise sociale grâce à un «protectionnisme ouvrier» et à des mesures xénophobes. («*Ne parlons plus de prolétaires mais de travailleurs français*», disait-elle.)

N'oublions pas le livre de Barrès, en 1893, qui avait pour titre «Contre les étrangers». Cela a déteint sur une partie de l'opinion républicaine. Mais les socialistes ont résisté, ainsi que les républicains de progrès. En France comme en Europe, leur réponse a été d'opérer des réformes radicales: mise en place d'un Etat-providence, impôt progressif sur le revenu, lois de protection du travail. Même la droite a suivi le mouvement, hantée qu'elle était par le spectre révolutionnaire. La guerre de 1914-1918 avait, il est vrai, parallèlement renforcé le sentiment de solidarité. Nous voyons aujourd'hui le même scénario se reproduire.

Mais si la «voie populiste» rencontre à nouveau un large écho, l'alternative sociale-réformiste reste balbutiante. D'où le danger de décomposition sociale et de dérive droitiste accélérée de la société qui pourrait se profiler. C'est pour moi l'enjeu clé du débat de 2012.

Nous assistons aujourd'hui à une crise de l'Etat-providence redistributeur. Vous craignez que, si l'écart entre les institutions de solidarité et les dispositifs de justice sociale continuait de se creuser, l'explosion sociale pourrait être brutale. Est-elle inévitable?

L'Etat redistributeur est en crise. Mais il ne pourra pas être revitalisé sans que, préalablement, on «refasse société». Sinon ce seront les thèmes démagogiques de la dénonciation de l'«assistantat» ou de la suspicion envers des immigrés «profiteurs du système» qui tiendront le haut du pavé. D'où pour cela encore la nécessité de refonder une culture de l'égalité. Sinon, plus qu'une explosion sociale, ce sera un processus de décomposition et de pourrissement des sociétés qui s'accélérera. Avec le danger de voir les régimes démocratiques eux-mêmes vaciller. Ce qui se passe aujourd'hui dans la Hongrie gouvernée par Viktor Orban peut être l'indication d'une orientation forte inquiétante.

Pour vous, l'accroissement des inégalités est mondial et leur réduction doit aussi se lier à une entreprise de «démarchandisation du monde». Comment?

On ne peut pas se contenter de réduire les inégalités monétaires. Ou disons plus précisément que, pour y arriver, il faut d'abord refaire un monde commun. Si c'est le but, il est par exemple prioritaire de développer les espaces publics pour «déghettoïser» la société. Il faut aussi donner chair à une nouvelle culture de l'égalité dans laquelle tous puissent se reconnaître.

Avec les inégalités, les gens vivent de plus en plus dans leurs petits univers segmentés. Refaire du lien social passe donc nécessairement par cette «démarchandisation»; le non-marchand est la sphère majeure de l'égalité. Le but n'est donc pas seulement de réguler le marché, il est aussi de le limiter en développant ce que j'ai appelé les «biens relationnels» ainsi que les biens publics. L'idée écologique doit à cet égard converger avec l'idée socialiste pour définir une croissance sobre, plus axée sur l'être que sur l'avoir.

Propos recueillis par François Armanet et Gilles Anquetil